



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'Intérieur  
Direction de l'immobilier

## **RÉFECTION DE VOIRIES**

**École de Gendarmerie de Dijon à Longvic(21)**

### **DOCUMENT**

## **PROGRAMME DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

### **MAÎTRE D'OUVRAGE**

**ETAT  
-  
MINISTERE DE L'INTERIEUR**

### **CONDUCTEUR D'OPERATION**

**SGAMI  
DIRECTION DE L'IMMOBILIER  
Département Maîtrise d'ouvrage**

6/8 rue de Chenove – BP 31818  
21018 DIJON CEDEX

☎ : 03.80.44.54.70

# **SOMMAIRE**

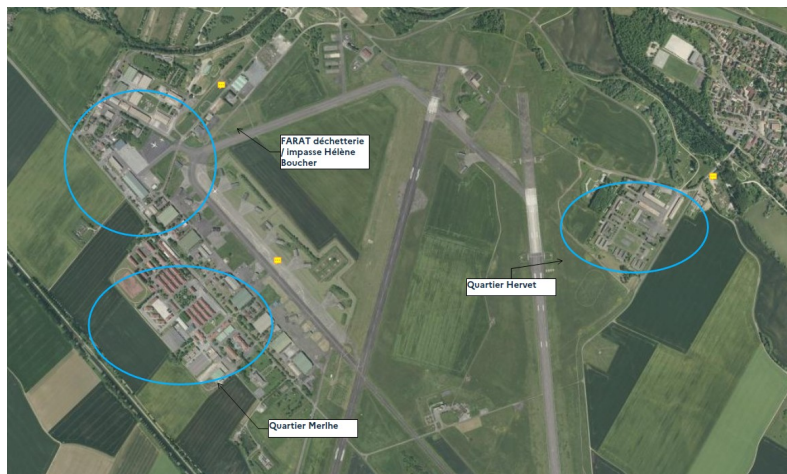
<b>1. LES DONNEES</b>	<b>4</b>
1.1. DESCRIPTION GÉNÉRALE ET ÉTAT DES LIEUX	4
1.2. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	4
1.3. ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE	4
1.4. CONTENU DE LA MISSION	5
<b>2. LES CONTRAINTES</b>	<b>5</b>
2.1. CONTRAINTES URBANISTIQUES	5
2.2. CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT	5
2.3. CONTRAINTES REGLEMENTAIRES	5
2.4. CONTRAINTES FINANCIERES	6
2.5. CONTRAINTES CALENDAIRES	6
<b>3. LES EXIGENCES ET BESOINS</b>	<b>6</b>
3.1. EXIGENCES FONCTIONNELLES	7
3.2. EXIGENCES QUALITATIVES	7
3.3. EXIGENCES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	7
3.4. LA RECEPTION ET MISE EN SERVICE	7
3.5. EXIGENCES ECONOMIQUES	8

## 1. LES DONNEES

### 1.1. Description générale et état des lieux

Les travaux portent sur trois quartiers de l'école de Gendarmerie de Dijon (ex BA102).

Les quartiers ont récemment subi des rénovations de bâtiments mais aussi de réfection des réseaux et les voiries sont fortement endommagées.



### 1.2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

#### 1.2.1. **ORDONNATEUR SECONDAIRE :**

Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

#### 1.2.2. **POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

#### 1.2.3. **CONDUCTEUR D'OPÉRATION**

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (S.G.A.M.I)  
Direction de l'Immobilier  
Département de la Maîtrise d'ouvrage  
6/8 rue de Chenove  
B.P. 31818  
21 018 DIJON cedex

#### 1.2.4. **SERVICE UTILISATEUR**

École de Gendarmerie (E.G) de Longvic

### 1.3. Contenu de la mission

La mission de base est constituée des éléments suivants :

1. Diag (Diagnostic)
2. AVP (Avant Projet)
3. APD (Avant Projet Définitif)

4. PRO ( Études de projet)
5. DCE (Dossier de Consultation des Entreprises), où la prestation du maître d'œuvre consistera à établir les pièces techniques des différents dossiers de consultation (C.C.T.P. et décomposition du prix global et forfaitaire). Les pièces administratives (règlement de consultation, acte d'engagement et C.C.A.P.) seront établies par le maître d'ouvrage
6. ACT (Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux)
7. DET (Direction de l'exécution des contrats de travaux)/VISA
8. AOR (Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement et établissement du dossier des ouvrages exécutés)

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes III de l'arrêté du 21 décembre 1993.

## **2. LES CONTRAINTES**

### **2.1. CONTRAINTES URBANISTIQUES**

Le maître d'œuvre devra prendre en compte et respecter toutes les contraintes d'urbanisme.

Il devra de plus se conformer aux règles d'urbanisme générales.

### **2.2. CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT**

Le maître d'œuvre devra impérativement prendre en considération les contraintes résultantes de l'environnement du site, notamment en ce qui concerne la nécessité de maintien en fonctionnement des installations.

Les contraintes liées aux voies publiques, à la circulation routière (stationnement) seront aussi intégrées au projet, notamment durant la phase travaux.

De même, le maître d'œuvre devra prendre en compte les effets des nuisances générées à l'environnement (nuisances sonores, poussières, etc. ...) par le chantier afin de les limiter au maximum.

Il faudra aussi prendre en compte les paramètres suivants :

- site partagé avec d'autres entités (hors gendarmerie) ;
- zone inondable ;

### **2.3. CONTRAINTES PYROTECHNIQUES**

Le maître d'œuvre devra impérativement prendre en considération les contraintes pyrotechniques en privilégiant les zones dépolluées ou à faibles risques pour les travaux.

Le maître d'ouvrage fournira l'ensemble du dossier pyrotechnique en phase diagnostic.

### **2.4. CONTRAINTES REGLEMENTAIRES**

Les ouvrages devront impérativement être conformes, tant au niveau de la conception qu'au niveau de l'exécution :

- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires,
- Aux Normes et D.T.U. et fascicules,
- Aux règles de l'Art et règles professionnelles,
- Au Code du Travail,
- Aux Codes de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitation
- Aux fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux Marchés Publics du bâtiment,
- Aux règles relatives à l'utilisation et aux économies d'énergie,

Sont également applicables toutes réglementations particulières liées au site dans lequel sera édifié l'ouvrage.

En cas de contradiction entre certaines prescriptions dans les différents textes, la prescription la plus contraignante sera retenue.

## **2.5. CONTRAINTES FINANCIERES**

### **2.5.1. Coûts d'investissement**

Le maître d'œuvre devra impérativement respecter les contraintes financières édictées par le maître d'ouvrage.

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est estimé à :

**2 000 000,00 € HT**

Il est rappelé que ne sont pas inclus dans le montant des travaux visés supra les frais suivants :

- les honoraires de la maîtrise d'œuvre,
- les frais d'études divers (diagnostic amiante et plomb,...),
- les honoraires du S.P.S,
- les frais divers de publicité et de reprographie.

Le maître d'œuvre devra impérativement veiller au caractère réaliste des coûts qu'il annoncera aux différentes phases des études. Cette condition devra être strictement respectée, tout manquement pouvant avoir des conséquences graves tant pour le titulaire du marché (application de pénalité) que pour le maître d'ouvrage (dépassement du budget alloué).

Dans l'hypothèse où à un stade quelconque de l'avancement de l'opération, il apparaît que le projet et respect du programme ne sont pas compatibles avec les contraintes financières du maître d'ouvrage, il appartient au maître d'œuvre d'aviser sans délai et sans ambages le maître d'ouvrage de ce fait.

### **2.5.2. Coûts d'exploitation**

Les coûts de fonctionnement, de maintenance des équipements prévus devront être déterminés le plus en amont possible des études.

Ils seront pris en compte par le maître d'œuvre en fonction des critères suivant :

- les équipements seront soumis à un usage « sévère » et devront présenter toutes les garanties de solidité,
- compte tenu du caractère opérationnel et collectif des lieux, les choix techniques et les matériaux prescrits devront permettre l'obtention d'une pérennité optimale des ouvrages. De plus, les coûts de maintenance et de consommations en énergie seront les plus faibles possibles.

## **2.6. CONTRAINTES CALENDAIRES**

Selon les contraintes opérationnelles de l'école, de l'emprise géographique des travaux projetés et ceux en cours, les travaux pourront être programmés en plusieurs phases. Le Maître d'œuvre devra proposer la définition et la validation des phases au MOA.

## **3. LES EXIGENCES ET BESOINS**

L'objectif général est d'aboutir à une réfection et un réaménagement de l'ensemble des quartiers. Il s'agit d'avoir des prestations permettant une fonctionnalité optimale et d'assurer le respect des contraintes financières et calendaires indiquées aux articles précédents,

Il faudra tenir compte :

- définition des chaussées lourdes et légères
- dé-imperméabilisation des espaces
- création de parkings
- espaces verts
- gérer l'épandage des eaux pluviales en gérant les points faibles du réseau
- chemins piétons (sécurisation , éclairage)
- limitation des îlots de chaleur et création d'espace fraîcheur

- éclairage des zones (mats solaires)
- signalisations verticales et horizontales

### **3.1. EXIGENCES FONCTIONNELLES**

L'obtention d'une extrême fonctionnalité sera une exigence constante du maître d'œuvre durant toute la phase de conception.

### **3.2. EXIGENCES QUALITATIVES**

Le maître d'œuvre devra aboutir à l'obtention d'un ouvrage présentant une fiabilité et une pérennité maximale. La facilité de maintenance et un coût d'exploitation limité seront des critères à prendre aussi en considération. A cet effet, un choix des matériaux et des techniques spécifiquement adaptés sera systématiquement étudié dans la perspective d'une optimisation des prestations et des ouvrages.

Pour ce qui concerne l'exécution des ouvrages, le maître d'œuvre prendra un soin particulier au contrôle de la conformité et de la qualité de la mise en œuvre et devra participer avec les entrepreneurs à l'élaboration puis à l'application d'un plan d'assurance qualité.

### **3.3. EXIGENCES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Les choix techniques et la prescription des matériaux ou équipements devront s'effectuer en tenant compte des critères suivants :

- pérennité des ouvrages dans le cadre d'une utilisation intensive collective ininterrompue,
- fiabilité et robustesse des matériaux et équipements,
- facilité de maintenance,
- optimisation des coûts d'exploitation des équipements.

Les choix de mise en œuvre d'équipement énergétique nouveau devront être effectués en intégrant une approche environnementale pour éviter des coûts de fonctionnement élevé et intégrer des innovations environnementales et énergétiques.

### **3.4. LA RÉCEPTION ET MISE EN SERVICE**

Le maître d'ouvrage attache un soin particulier à la réception. Étant donné la destination et la sensibilité des locaux, la réception ne pourra être prononcée que lors de l'achèvement complet et satisfaisant de toutes les prestations prévues aux marchés de travaux.

Les D.O.E. devront être livrés avant la réception des travaux pour permettre leur exploitation maintenance.

Documents de recollement :

Il est précisé au maître d'œuvre que, avant toute réception des ouvrages, le département de la maîtrise d'ouvrage du S.G.A.M.I. exigera la fourniture d'un dossier D.O.E. complet :

- plans d'ensemble et de détails,
- plans de structure pour les ouvrages réalisés,
- liste des PV de classement au feu...,
- tous les essais, épreuves et mesures prévus au CCTP,
- dossiers par corps d'état avec nomenclature complète des matériels (marques, références, etc...),
- dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (à la charge du coordonnateur SPS),
- liste des matériels dont la garantie dépasse la garantie « installateur »,
- liste des garanties particulières prévues par le marché,
- cahiers et notice d'entretien des installations techniques,
- recueil détaillé des postes de maintenance.

Le recueil détaillé des postes de maintenance est destiné au service utilisateur et à ce titre, il devra être synthétique et facile à appréhender. Établi par le maître d'œuvre, il devra être facile à comprendre, faire la synthèse de l'ensemble des équipements tout corps d'état confondus et faire apparaître les points suivants :

- La liste des équipements et matériels pour lesquels un suivi périodique s'avère nécessaire,
- La nature du suivi qui doit être effectué (contrôles visuels, vérifications, épreuves, contrats d'assistance technique, contrats de maintenance, etc. ...)
- La distinction d'une part, de la maintenance liée à la sécurité incendie ou à la protection des personnes et induite par un contexte législatif ou réglementaire et d'autre part de la maintenance visant uniquement à la préservation et la pérennité des équipements,
- Pour chacun de ces composants de la construction ou de ces équipements, le détail des prestations de maintenance nécessaires et leur périodicité.
- Les consignes d'exploitation et d'utilisation à l'usage quotidien des occupants.

Cette notice pratique devra contenir l'ensemble des instructions et conseils relatifs à l'exploitation de l'ensemble des locaux et devra pouvoir servir de carnet d'entretien.

Elle mettra, en outre, en exergue la nécessité absolue de la mise en œuvre d'une gestion rationnelle de la maintenance préventive, afin de garantir le bon fonctionnement et la pérennité de l'ensemble des locaux avec l'ensemble de ses composants et équipements.

Enfin, ce document devra impérativement intégrer toutes les données constitutives du dossier de maintenance des lieux de travail conformément aux dispositions de l'article R 235.5 du code du travail.

A ce titre, un exemplaire de ce dossier devra être transmis au coordonnateur S.P.S.

D'autre part, suite à la remise de l'ensemble du dossier de D.O.E., le maître d'œuvre pourra assister à la demande du maître d'ouvrage à une réunion sur le site en présence du représentant du maître d'ouvrage et des services utilisateurs.

Dans le cadre de cette réunion, il devra effectuer vis-à-vis des utilisateurs, une présentation des ouvrages et des équipements réalisés. Elle commentera le dossier qui leur sera remis à cette occasion.

La production des documents est organisée de la façon suivante :

- DOE
- Dossier de maintenance :
  - les documents définitifs seront produits en 2 exemplaires sur support traditionnel (papier), plus deux exemplaires sur clé usb.

Ils seront exploitables sous Windows et utilisables aux formats minimums suivants

- pour les documents graphiques : AUTOCAD 2011 ou LT 2011, format DWG,
- pour les textes : WORD 97 (fichier .doc),
- pour les tableaux : EXCEL 97 (fichier .doc).

### **3.5. EXIGENCES ECONOMIQUES**

Le maître d'œuvre devra impérativement veiller au caractère réaliste des coûts qu'il annoncera aux différentes phases des études.

Cette condition devra être strictement respectée, tout manquement pouvant avoir des conséquences graves tant pour le titulaire du marché (application de pénalité) que pour le maître d'ouvrage (dépassement du budget alloué).

En effet, le budget alloué par le Ministère de l'Intérieur pour cette opération ne pourra pas faire l'objet de réabondement en cas de dépassement. Ces coûts devront notamment tenir compte du niveau qualitatif et technique des prestations et des matériaux, du degré d'équipement et des niveaux de performances exigés. Le maître d'œuvre recherchera la meilleure solution technique en fonction de l'aménagement existant et des équipements en place, afin de limiter les coûts et d'assurer une mise en service dans un délai contraint.